

"Souvenez-vous que la coopération n'est pas une fin en soi"**13/05/2011**

De gauche à droite : Vincent Forest (Front Line Bruxelles), Igor Kalyapin, Véronique Arnault (directrice du département des droits de l'homme et de la démocratie du SEAE), Bert Theuermann

C'est le message que le russe Igor Kalyapin, lauréat 2011 du prix "Front Line" pour les défenseurs des droits humains en danger, veut faire passer à l'Union européenne. Il préside le "Joint Mobile Group" russe, qui se bat pour que des enquêtes soient ouvertes sur les tortures et les enlèvements en Tchétchénie. Il était invité cette semaine par le président du groupe de travail du Conseil dédié aux droits de l'homme.

Le Joint Mobile Group a été fondé suite à l'assassinat en 2009 de la journaliste russe Natalia Estemirova, qui enquêtait sur les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. L'association vise à documenter et à rassembler toutes preuves sur la violation des droits de l'homme dans cette partie sud de la Russie, et travaille dans des conditions difficiles parce que risquées : les menaces de morts sont légion quand on fouille dans ce domaine sensible en Russie.

Le prix qui a été attribué à Igor Kalyapin souligne le travail exceptionnel de ceux qui risquent quotidiennement leur vie pour la défense des droits de l'homme. Front Line, la fondation qui le décerne, existe depuis 2001 et cherche à protéger ceux qui mettent leur vie en péril au nom de cette cause (par ex. en mettant à disposition un arsenal de juristes spécialisés ou en payant des gardes du corps). Front Line est une des organisations d'appui aux défenseurs des droits de l'homme soutenue financièrement par l'Union européenne.

Pour Igor Kalyapin, ce prix signifie "pouvoir parler avec une voix plus forte, bénéficier d'un appui supplémentaire en étant plus persuasif". "Ce qui est terrible, a-t-il confié, ce n'est pas seulement les kidnappings, mais aussi le fait qu'il n'y ait pas d'enquête sur ces impunités. En Tchétchénie, on peut vous arrêter sans aucun mot d'explication, puis vous faire disparaître et personne ne réagit face à cela. Et le pire, c'est que la situation empire et s'étend à d'autres parties de la Russie".

D'ailleurs, dans une lettre au Joint Mobile Group, le procureur russe en Tchétchénie reconnaît l'insuffisance de diverses enquêtes récentes et ceci ouvre peut-être la voie à une nouvelle ère. Désormais Igor Kalyapin appelle ceux qui sont de son côté, notamment les institutions de l'UE, à faire usage de cette lettre auprès des autorités russes les plus hautes placées, afin de renforcer l'application du droit en Tchétchénie. Le président du groupe de travail, Bert Theuermann, s'est empressé de le rassurer : "Parler des droits de l'homme avec la Russie n'est pas un exercice bureaucratique mais bel et bien un exercice politique avec un contenu réel et c'est une priorité pour nous".